

« Bâtisseurs de notre avenir commun », « sentinelles de la raison ». « témoin éternel du monde qui s'en va et en même temps précepteur du monde qui naît » : Edouard Geffray n'est pas avare de métaphores grandiloquentes pour définir les missions civilisationnelles qu'il assigne aux enseignant-es, mais quand il s'agit de donner les « moyens humains » indispensables au fonctionnement du Service public d'Éducation, le ministre manque un peu plus d'allant...

On pourrait sourire de ce décalage s'il n'illustrait pas le fossé tragique qui sépare la décision politique de sa transcription sur le terrain dans les classes, les établissements et les services.

La baisse des effectifs est vue par les gouvernements successifs comme une opportunité de récupérer des moyens et de réduire les dépenses. Mais L'École ne peut se construire sur une gestion à court terme dictée par des logiques budgétaires d'économie. La baisse démographique devrait être un facteur pour améliorer les conditions de travail et réduire les inégalités. Chacun sait que le principal levier d'amélioration reste la diminution du nombre d'élèves par classe. Les recherches scientifiques prouvent les bénéfices de la baisse des effectifs à court, moyen et long terme pour les élèves, mais aussi pour la société. Or, toutes les études, de la DEPP comme de l'OCDE, attestent que nous avons les classes les plus chargées d'Europe.

L'avenir de L'École primaire est un pilier fondamental de la réussite scolaire et de la cohésion sociale. Elle mérite une vision prospective, des moyens pérennes et une ambition éducative à la hauteur des enjeux.

La dégradation des conditions de travail pour les personnels a des causes multiples : inclusion sans moyens suffisants, RASED incomplets et en nombre insuffisant, injonctions contradictoires, multiplication des tâches invisibles et manque de temps pour les réaliser, attaques contre la liberté pédagogique, dégradation de la considération du métier dans l'opinion publique, perte de sens du métier, formation continue absente ou non adaptée aux besoins des personnels, absences non remplacées... Le mal-être professionnel augmente de façon inquiétante chez les personnels.

La dotation négative de 18 postes pour le primaire dans l'académie permettra-t-elle d'améliorer la situation ? Nous savons que non !

Dans le second degré, si la grande difficulté scolaire ne se traduit pas par une exposition similaire aux RPS du fait de la présence, bien que de plus en plus fragilisée, d'équipes pluri-professionnelles dans les EPLE, il faut rappeler que les écarts ne font que se creuser entre les élèves les plus fragiles et les plus favorisés.

Certes, il y a dans nos métiers *"des éléments d'éternité qui se conjuguent au présent sans jamais renier le passé"*, mais il en est de même des moyens mis à disposition de notre académie, qui a encaissé des suppressions de postes vertigineuses dans le Second degré depuis 20 ans, y compris en période de hausse des effectifs. Le nombre d'heures d'enseignement des élèves a diminué alors que les besoins sont plus importants. L'évolution des élèves et la gestion de l'hétérogénéité des publics est un défi quotidien dans nos classes pour ne pas laisser de côté ceux qui ont le plus besoin de nous. Mais comment *"retenir l'élève perdu comme le fil retient le cerf-volant"* à 30 en collège ? À 35 en lycée ? La dotation négative de 44 postes pour le secondaire dans l'académie permettra-t-elle d'améliorer la situation ? Nous savons que non !

Qu'on ne vienne pas nous dire que les contraintes budgétaires sont trop lourdes et que chacun et chacune doit y prendre sa part. Nous savons toutes et tous que la situation actuelle est le fruit de choix politiques qui ont été faits depuis des années. Selon Julien Grenet, chercheur en économie au CNRS, professeur associé à l'École d'économie de Paris et directeur adjoint de l'Institut des politiques publiques, *"la réduction du nombre d'enseignants n'est pas une opération rentable sur le long terme puisque pour 1 euro économisé sont perdus 9 euros pour la société."*

Pour toutes ces raisons, nous exigeons l'annulation de toutes les suppressions de postes. Si l'école est essentielle, il faut la remettre au cœur des priorités, dépenser pour l'école c'est investir dans l'avenir. *« Il n'y a pas de République sans professeurs. Vous êtes notre fierté, parce qu'aucun de nous ne se construit sans vous. Vous êtes notre espoir, parce que notre avenir commun se joue, chaque jour, dans vos classes »* : la République va donc mal, elle perd 3256 professeur-es de l'enseignement public, 62 dans le limousin.

Pour aller plus loin dans l'ordre du jour que la question, déterminante, des moyens, nous souhaitons avoir l'assurance que le plan « 800 collèges » n'est pas conçu dans l'académie comme une volonté de mettre sous tutelle pédagogique les équipes des 10 collèges sélectionnés comme si elles étaient coupables des difficultés des élèves. Nous rappelons ici avec force que ces difficultés ne relèvent pas de pratiques enseignantes défaillantes, mais sont avant tout le produit de déterminants sociaux, territoriaux et économiques. Elles nécessitent, outre des moyens d'enseignements à la hauteur des besoins des élèves, le renforcement des équipes pluriprofessionnelles au sein des établissements, notamment par la présence accrue de personnels sociaux, de santé, d'orientation et d'éducation. Hélas, ce n'est pas la voie qu'a choisi le ministère. Le peu de moyens annoncés en groupe de travail pour ces collèges n'augure rien de bon pour une première étape de ce qui ressemble plus à un remodelage à moindre coût de l'éducation prioritaire

et à une nouvelle offensive managériale sur nos métiers qu'à une réelle volonté de remédier à la difficulté scolaire des élèves les plus fragiles. Nous appellerons les collègues à résister à toute pression en rappelant les propos de Mme la DGESCO lors du CSE du jeudi 29 janvier.

Nous nous étonnons enfin de la modification apportée au point 3 de l'ordre du jour de ce CSAA entre la convocation datée du 23 janvier et la convocation pour ce CSA de repli datée du 30 janvier. Notre question diverse sur l'avenir de l'UPE2A du collège Donzelot n'y est sans doute pas étrangère, mais cela interroge. Et cela interroge d'autant plus que si l'obstination à vouloir casser une dynamique collective de réussite pour les élèves allophones accueillis à Limoges semble inébranlable, les options de réimplantation d'un dispositif restent au point mort depuis le mois de juin 2025 ! Nous redisons fermement, si cela n'a pas été compris précédemment, que la FSU s'oppose catégoriquement à toute modification de la structure UPE2A du collège Donzelot.